

Politis

Politis

1794
25-31
JANV
2024
3,90 €

DÉFRICHER LES IDÉES / NOURRIR LES COMBATS

NUMÉRO ISSN : 249-5560



791092 021394



APRÈS L'ATTENTAT
TERRORISTE DU HAMAS
**LA DÉRIVE FASCISTE
DE NETANYAHOU**

LES DÉSASTRES d'une mémoire sélective



JAAFAR ASHTIYEH / AFP

Lors d'un raid israélien dans le camp de réfugiés d'Askar, à l'est de la ville de Naplouse, en Cisjordanie occupée, le 31 décembre 2023.

Depuis l'attaque terroriste du Hamas, Israël livre une guerre aux Palestiniens qui se nourrit de décennies de propagande. Dirigé de fait par les plus extrémistes des colons, le gouvernement est aujourd'hui emporté par une dérive fasciste. **DENIS SIEFFERT**

L'événement

Voilà qui devrait conduire à une réflexion sur la mémoire et l'oubli dans le conflit israélo-palestinien. Le 19 janvier, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a osé accuser Israël d'« avoir financé le Hamas pour affaiblir l'Autorité palestinienne ». Indignation de Benjamin Netanyahu. Scandale dans une partie de la presse occidentale. C'est pourtant une pure vérité, que *Politis* rappelait dès le 10 octobre, et qu'il n'était pas difficile de documenter en retrouvant les forfanteries du premier ministre israélien devant le Likoud en 2019 (lire *Politis* n° 1786 du 30 novembre 2023), et de nombreuses autres occurrences. La mémoire est sélective et elle se nourrit d'une information qui ne l'est pas moins. Et ça continue ! Que voient aujourd'hui les Israéliens de ce

qui se passe à Gaza ? Rien ou presque. Certes, la minorité éclairée qui veut voir le peut. Nous ne sommes pas chez Poutine. Mais, pour le plus grand nombre, une ignorance de masse est organisée. Les 25 000 morts tués à l'aveugle par les bombes, les 50 000 blessés, les hôpitaux anéantis, les enfants défigurés ou amputés à même le sol, le froid, la famine, les villes rasées, comme jadis Dresde ou Grozny, tout ce qui bouleverserait Israël s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle, et – osons le dire – s'il s'agissait d'un autre peuple que palestinien, sont ignorés.

/ Dénier de réalité

On est frappé par une absence totale de compassion, comme si ce sentiment était tout entier capté par le chagrin et l'angoisse des familles de victimes du 7 octobre, mortes ou toujours détenues en otage (1). Il y a la part d'aveuglement favorisé par une information borgne, et il y a le discours récurrent sur le cynisme – bien réel – du Hamas, qui « savait ce qu'il allait provoquer ». Mais le mal est plus profond et plus ancien. C'est la fameuse angoisse existentielle et l'exploitation d'un passé qui est un « *éternel présent* », comme disait le poète Haïm Gouri. En 1947 déjà, lors du conseil sioniste de Zurich, Ben Gourion lui-même traçait un signe égal entre Arabes et nazis. Idith Zertal parle du « *transfert du contexte de la Shoah sur une situation moyen-orientale qui [...] est d'une nature complètement différente* ». Et l'historienne des études juives pointe les risques d'un tel amalgame : « *Création fallacieuse d'un danger imminent de destruction massive* », « *dévalorisation de l'ampleur des atrocités commises par les nazis* » et « *diabolisation des Arabes* » (2).

La mémoire ici est instrumentalisée. Mais il y a plus insidieux : le déni. Le traumatisme du 7 octobre ne résulte pas seulement de la stupeur née de la violence de l'attaque du Hamas et de la défaillance d'un système de défense réputé infaillible, il est la conséquence d'un refus de voir la réalité palestinienne en face. Depuis 2007, le blocus imposé par Israël a fait des Gazaouis des prisonniers à perpétuité, privés de liberté et d'espoir et reclus dans des conditions de misère inimaginables : 80 % dépendent de l'aide internationale, l'eau est rationnée, l'électricité n'est plus accessible que deux heures par jour, la pénurie alimentaire est chronique (3).

/ Des grandes puissances atones

Depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis la liquidation du processus de paix, les Israéliens se partagent en deux catégories. Il y a ceux qui, poursuivant leur rêve mystique, se réjouissent de l'écrasement physique et moral du peuple palestinien, et ceux qui s'étaient installés dans le confort du refoulement. Pour ceux-là, l'immense majorité, la question palestinienne ne resurgissait qu'au gré d'un attentat et de la répression. Et la bonne conscience était assurée par la vraie fausse décolonisation de 2005. Un coup de « com » génial d'Ariel Sharon qui autorise, à chaque tir de roquette du Hamas, à dénoncer l'« ingratitude » des Palestiniens et à convaincre le monde entier que décoloniser la Cisjordanie ne servirait à rien puisque les Palestiniens ne sont jamais contents. D'où un déni qui fonctionne également pour la colonisation massive de la Cisjordanie, que beaucoup d'Israéliens tiennent pour un fait marginal organisé par des colons extrémistes qu'ils détestent. Or, c'est là que se joue le conflit.

Pour admettre une solution politique dans le climat actuel, les Israéliens auront besoin d'une forte impulsion internationale. Quelle ironie de voir les États-Unis ressortir le plan saoudien qu'ils avaient balayé d'un revers de main en 2003 : un État palestinien en échange de la normalisation des relations avec l'Arabie saoudite. Pourquoi pas, si Joe Biden est sincère et si Donald Trump ne l'emporte pas en novembre ? Mais, pour l'heure, l'atonie des grandes puissances et leur complicité avec un gouvernement dominé par des fascistes défient toute logique. Pour laisser quelques dizaines de milliers d'illuminés racistes accomplir leur projet messianique, non seulement on accepte le massacre de tout un peuple, mais on joue avec le risque d'un embrasement de la région,

Depuis 2007, le blocus imposé par Israël a fait des Gazaouis des prisonniers à perpétuité, privés d'espoir.

d'un conflit ouvert avec l'Iran, et on prend le risque d'une catastrophe économique planétaire en condamnant les navires marchands à contourner l'Afrique pour éviter les drones des rebelles houthis dans la mer Rouge. Sans compter l'antisémitisme que les images de Gaza ne peuvent que propager, et d'autres 7 octobre qui, d'une façon ou d'une autre, ne manqueront pas d'advenir si l'on n'a aucune solution politique. Cela fait beaucoup pour la folie de quelques ultras irascibles. Pour crédibiliser sa promesse, Biden devrait au moins cesser de livrer des armes à Israël, et Stéphane Séjourné, notre nouveau ministre des Affaires étrangères, commencer à parler de sanctions économiques. Rien de tout ça à l'horizon. ●

1/ En France, il suffit de regarder CNews pour avoir une idée du traitement de l'actualité par les chaînes israéliennes.

2/ *La Nation et la mort*, Idith Zertal, La Découverte, 2004.

3/ *Histoire de Gaza*, Jean-Pierre Filu, Fayard/Pluriel, 2015.

Hamas : l'occasion manquée de 2006

Si l'action violente et le terrorisme ont été le plus souvent le mode opératoire du Hamas, la réalité du mouvement est plus complexe. Fondé en décembre 1987, en pleine Intifada, le Hamas (acronyme arabe de Mouvement de résistance islamique) est la branche palestinienne des Frères musulmans. Il se donne alors pour objectif de lutter contre l'occupation israélienne, alors que ses fondateurs se consacraient jusque-là à l'islamisation de la société. Le Hamas ne s'est jamais réduit à une action militaire. Il a toujours revendiqué une action « culturelle et sociale » qui explique son succès. Ce qui correspond, aujourd'hui encore, à des structures séparées. Il n'a rien à voir avec le jihad global de Daech et d'Al-Qaïda. Son but est l'instauration d'un État islamique en Palestine. La charte de 1988, violemment antijuive, a été corrigée deux ans plus tard par un texte qui précise que le Hamas « *ne témoignera aucune agressivité* » envers « *le juif non sioniste* ». Il n'a jamais employé explicitement la formule « destruction d'Israël ». On peut évidemment la déduire de son slogan « libération de la Palestine ». Il s'est opposé d'emblée aux accords d'Oslo. Son audience a grandi à mesure que la colonisation décredibilisait le plan de paix et l'Autorité palestinienne. D'où une convergence avec la droite israélienne. Lorsque le Hamas a remporté les élections de 2006, son principal dirigeant, Mahmoud Al-Zahar, avait assuré le secrétaire général de l'ONU de sa volonté de « *vivre en paix* » aux côtés de ses voisins. Les États-Unis et l'Union européenne ont peut-être alors raté une occasion, ou préféré, comme la droite israélienne, la politique du pire. D. S.



ISSAM RIMAWI / ANADOLU / AFP

L'armée israélienne arrête des Palestiniens lors de l'opération qu'elle a menée à Tulkarem, en Cisjordanie, le 18 janvier.

En Cisjordanie les agressions des colons et de l'armée se suivent et se ressemblent, lorsqu'elles ne convergent pas. Elles relèvent des mêmes scénarios : intimidations, enlèvements, coups et blessures, fabrication de preuves à charge, pillages et destructions. Cet enfer de tous les jours n'est pas le fait de quelques individus, c'est le lot « ordinaire » d'une guerre coloniale menée depuis des décennies. Pour ce qui touche à la terreur dans le mont Hébron, au sud de la Cisjordanie, les témoignages d'une association israélienne, The Villages Group (1), sont précieux. Ses membres visitent les villages du mont Hébron pour maintenir des liens d'amitié et de solidarité, et fournir une aide matérielle. Voici des extraits de leurs comptes rendus. Des témoignages d'exactions qui se sont multipliés depuis le 7 octobre.

/ Enlèvements. Décembre 2023

Un jeune de 17 ans a été enlevé samedi vers midi à son domicile d'Umm Al Kheir. Les soldats de la « police des frontières » l'ont chargé dans une Isuzu blanche, les yeux bandés, les mains menottées derrière le dos, et sont repartis. Pourquoi ont-ils fait ça ? Simplement parce qu'il est palestinien. Sa famille a passé de longues heures à s'inquiéter, sans nouvelles. Nous [The Villages Group] avons tout essayé pour savoir où il se trouvait et avons interpellé notre avocat, Riham – en vain. Cette disparition ressemble à d'autres cas récents. Dimanche matin, après vingt heures d'incertitude, ce jeune a été libéré. On ne lui a rien donné à boire ni à manger pendant son enlèvement. [...] Nous comprenons maintenant pourquoi nous ne pouvions pas le localiser : il ne s'agissait pas d'une arrestation officielle, mais d'un acte de sadisme délibéré à l'initiative de quelques soldats.

Nous connaissions ce garçon depuis des années, ainsi que ses frères et sœurs, car nous avons aidé la plupart d'entre eux à poursuivre leurs études. « Aujourd'hui, disent-ils, la plupart des écoles sont fermées à cause du harcèlement des colons et des soldats. Les enseignants n'ont pas été payés parce que les partis d'extrême droite qui contrôlent le gouvernement israélien n'ont pas donné à l'Autorité palestinienne les fonds [obtenus via les taxes sur les travailleurs palestiniens dans les entreprises israéliennes] qui lui reviennent. »

J'ai reçu un appel de Y. Son village a été investi le matin – comme c'est le cas quotidiennement – par deux colons avec un quad ; ils ont photographié de près les villageois et leurs enfants. Peu de temps après, cinq colons en uniforme ont débarqué dans une camionnette. De la direction opposée, des soldats réguliers sont arrivés à pied. On ne sait pas qui avait pris l'initiative du rassemblement. Les premiers

Barbarie ordinaire et impunité en Cisjordanie

Pendant que l'on massacre à Gaza, les colons et l'armée terrorisent la population de Cisjordanie. Pour eux, le 7 octobre est une aubaine. Témoignages. **EZRA NAHMAD**

étaient grossiers et violents, les soldats étaient un peu plus posés, mais ils laissaient faire. Deux jeunes villageois ont été battus, enchaînés ; les yeux bandés, ils ont été emmenés dans la camionnette vers une destination inconnue. L'un a été descendu du véhicule et laissé quelque part, et l'autre a été conduit dans la soirée au commissariat de police, meurtri, accusé d'avoir frappé un soldat (mensonge). Aussi ridicules que soient les accusations, dès que les colons déposent une plainte, elle est enregistrée comme procédure « légale » officielle, et nous ne pouvons rien faire. Les avocats ne peuvent pas non plus être d'une grande aide dans de tels cas. Les colons savent qu'il s'agit là d'une autre forme de harcèlement et de torture.

✓ **Vandalisme et pillage à Khalet A-Dabe', 8 décembre 2023**

Les habitants de Khalet A-Dabe' vivaient dans des grottes jusqu'à ce qu'ils commencent à construire des maisons afin d'améliorer leur qualité de vie. J. a également construit une maison, mais elle a été démolie par l'armée. J. a reconstruit, les autorités ont encore démolie, et ainsi cinq fois. Après la dernière démolition, J. rénove la grotte mais reçoit les invités dans une tente dressée sur les décombres.

Depuis que la guerre a éclaté, le harcèlement des colons s'est accru, alors J. a commencé à dormir dans la tente tandis que sa femme et ses cinq enfants dormaient dans la grotte. Le 8 décembre à l'aube, dit-il, « *plusieurs soldats sont entrés dans la tente, ont dit qu'ils venaient chercher des armes. Ils se sont bien comportés, ont fait leurs recherches et sont partis. Mais ensuite les colons sont arrivés. Depuis le début de la guerre, ils portent des uniformes et des armes militaires, ils ressemblent à des soldats. Mais ils étaient masqués. Avec eux, c'était différent, il y a eu des injures grossières – "fils de pute [répété en hébreu et en arabe], tu es le Hamas" –, et ils ont pointé leurs armes sur nos visages. Ils ont encore fouillé, tout renversé, détruit les projecteurs, démonté une partie de la clôture [...]. Ils allaient de maison en maison et saccageaient tout. Dans la partie principale du village, ils ont forcé tous les habitants à se réunir dans une seule maison. Ils ont emmené mon cousin S. aux latrines et l'ont battu là-bas. Au bout d'un moment, un colon est arrivé avec un cartable contenant de vieilles munitions. Ils ont continué à le battre pour qu'il avoue que cela lui appartenait, mais ce n'était pas le cas. Il a été emmené par les soldats, enchaîné et les yeux bandés, pour un trajet de plusieurs heures, avant d'aboutir au commissariat de Kiryat Arba (la colonie proche de Hébron). Les soldats ont continué à faire preuve de cruauté, notamment en éteignant des cigarettes sur ses bras. » Il est probable que les colons eux-mêmes aient apporté le sac avec les munitions. Mais la libération immédiate de S. atteste que la police s'est rendu compte qu'il s'agissait là d'une tromperie des colons.*

Les dégâts matériels les plus graves ont été commis dans la petite école dans laquelle étudient dix enfants du village – de la 1^{re} à la 4^e année. Les colons se sont déchaînés là-bas et ont détruit tout ce qu'ils pouvaient, ils ont cassé les armoires et les portes et vandalisé les livres et les cahiers. Les écoles sont une cible privilégiée. Au cours de leur « perquisition », les vandales ont cassé des téléviseurs et des ustensiles de cuisine, volé des outils de travail, un marteau-piqueur et un générateur, ainsi que de l'argent, de l'or et des bijoux. « *Qu'est-ce que cela a à voir avec une fouille d'armes ?* », demande J.

Les actes de terreur coloniale en Cisjordanie sont attestés par de nombreux articles publiés dans la plupart des organes de presse internationaux. Des centaines d'agressions ont été répertoriées ces derniers mois. Pourtant, la complicité des colons, de l'armée et du système judiciaire, établie depuis de longues années, est souvent brouillée, ignorée. L'impunité et l'omerta équivalent à une caution. Israël recourt toujours à l'inversion des accusations, en fabriquant le cas échéant de fausses preuves. Les falsifications sont facilitées par les outils technologiques. Ces pratiques criminelles, accompagnées de meurtres quelquefois, se situent dans la continuité des stratégies engagées à la création de l'État d'Israël, mais les actes de barbarie ont augmenté ces derniers mois.

Deux jeunes villageois ont été battus, enchaînés ; les yeux bandés, ils ont été emmenés en camionnette.

✓ **Raids de l'armée**

Il faut ajouter à cette barbarie quotidienne les raids de l'armée. Jénine (nord de la Cisjordanie) ou Tulkarem (nord-ouest) ont été les cibles d'incursions militaires ou de bombardements par des drones. Le 12 décembre, l'armée a tué douze Palestiniens à Jénine. Mais elle a aussi volé et pillé dans la grande tradition des armées coloniales. Après le départ des soldats, un épicier faisait, devant une journaliste du *Monde*, l'inventaire de ce qui avait été volé : « *Regardez, ce sont les restes des graines de tournesol qu'ils ont prises. Ils ont mangé et bu des articles de ma boutique.* »

À la mi-janvier, l'armée a mené à Tulkarem une opération meurtrière dite « antiterroriste » de trente-cinq heures. Les témoins ont fait état de destructions des rues et des voitures par des bulldozers militaires. Depuis le 7 octobre, 360 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie par l'armée ou par les colons. De l'avis de tous les observateurs, l'arbitraire colonial sous toutes ses formes ne fait que renforcer l'influence du Hamas. ●

1/ <https://villagesgroup.wordpress.com>

➔ **Lire aussi « Gaza, l'écroulement des journalistes » sur Politis.fr**

Pourquoi « fasciste » ?

Ce n'est pas tant l'épouvantable massacre qui se commet à Gaza qui incite à sortir du lexique politique le qualificatif infamant, que ce qui se passe en Cisjordanie dans un quasi-silence médiatique. Le fascisme ne se mesure pas au nombre de morts, mais au racisme, au mépris du droit, à l'exaltation de la force. Le droit de terroriser, de détruire et de tuer que se sont arrogés les colons israéliens en Cisjordanie, au nom d'un suprémacisme juif, y ressemble tragiquement. Certes, MM. Ben Gvir et Smotrich, les deux principaux leaders de ce mouvement, ne surgissent pas aujourd'hui, ils appartiennent à une tradition politique. Mais quelque chose a changé qui nous rapproche du fascisme. Ils sont aujourd'hui membres du gouvernement. Ils se livrent à leurs exactions au nom de l'État et agissent en connivence avec l'armée. Et rien ni personne ne les arrête. Surtout pas Benjamin Netanyahu, homme de droite, qui n'est pas mécontent de voir ses alliés fascistes accomplir le programme qu'il n'avait jamais osé afficher publiquement : l'annexion de la Cisjordanie et l'expulsion de gré ou de force de ses habitants palestiniens. D. S.

« Il y a les germes d'une nouvelle donne politique en Israël »

Marius Schattner, journaliste franco-israélien établi en Israël, analyse la position de la société israélienne face au conflit. Si Netanyahu est vivement contesté, il n'y a pas de remise en cause fondamentale de la guerre à Gaza. **ALEXANDRE LEGUEN**

Depuis les attaques du Hamas, le 7 octobre, Israël vit au rythme de la guerre. Dans une société traversée par les contradictions, la question des otages est devenue le liant d'une critique qui s'adresse d'abord au Premier ministre, Benjamin Netanyahu, qui semble dans une situation politique inextricable.

Le 13 janvier, plus de 120 000 citoyens israéliens se sont réunis sur l'esplanade rebaptisée « place des otages » à Tel-Aviv à l'occasion du 100^e jour du début des hostilités (1), pour un rassemblement de 24 heures. Quelles sont leurs revendications ?

C'est d'abord un mouvement qui estime que la priorité absolue d'Israël doit être portée sur la libération des otages, ce qui reflète l'avis d'une grande partie de la société. Or Benjamin Netanyahu et son cabinet de guerre se sont progressivement enfermés dans des objectifs antagoniques : éradiquer le Hamas tout en assurant œuvrer à la libération des otages. Pour les familles des Israéliens toujours retenus à Gaza, le gouvernement doit accepter un compromis, même si cela doit conduire à un cessez-le-feu. Mais, pour ce dernier, conclure une nouvelle trêve avec le Hamas avant d'avoir accompli ses objectifs militaires serait considéré comme une défaite. Les manifestants lui reprochent aussi de ne plus être en mesure d'assurer la sécurité des civils, à l'image des presque 200 000 Israéliens qui ont été évacués des zones frontalières avec Gaza et le Liban et qui attendent toujours de pouvoir rentrer chez eux. En revanche, la question de la réponse militaire apportée aux atrocités du 7 octobre continue de faire consensus.

Quelles significations peut-on tirer de ces manifestations ? Les partisans de la paix trouvent-ils de l'écho ?

Il n'y a pas une mobilisation aussi franche et nette qu'avant la guerre. Un sentiment paradoxal traverse la société israélienne depuis le 7 octobre : d'une part, il existe une critique très générale contre Benjamin Netanyahu, qui

s'est effondré dans les sondages. D'autre part, il n'y a pas une remise en cause fondamentale de la guerre à Gaza telle qu'elle est conduite. La société reste focalisée sur la question des otages. Les manifestations contre la guerre sont minimes et on note une indifférence prononcée sur les terribles dommages infligés à la population civile palestinienne. Elles témoignent avant tout du sentiment de désarroi qui traverse le pays depuis les atrocités commises par le Hamas. Depuis peu, ce qui domine, c'est le sentiment qu'on ne voit pas le bout de cette guerre. Les gens se demandent : où on va ?

Quelle est la place de la gauche israélienne dans ce débat ? Est-elle toujours audible ?

La gauche survit à travers les partis de la gauche sioniste ou les partis arabes israéliens, mais demeure inexistante dans une société dont le courant profond est de droite. Les quelques voix qui s'élèvent contre la guerre et pour l'idée de la paix avec les Palestiniens sont inaudibles pour l'instant. On parle éventuellement d'une liste commune aux prochaines élections entre le Meretz et le Parti travailliste, menée par Yair Golan, un ancien chef d'état-major adjoint qui a eu une attitude courageuse au début de la guerre et qui ne s'oppose pas à des négociations avec le Hamas. Les sondages estiment qu'elle pourrait obtenir une dizaine de sièges à la Knesset, un chiffre important mais qui reste très théorique à l'heure qu'il est.

Comment les dernières semaines de guerre et les mouvements de contestation ont-ils été relatés dans les médias israéliens ?

Les médias rapportent en général avec beaucoup de sympathie les manifestations pour la libération des otages, en dehors des canaux d'extrême droite. Au contraire, les informations sur la situation catastrophique subie par la population palestinienne à Gaza ne circulent presque pas. Ce n'est pas étonnant car, en dehors de *Haaretz*, la plupart des médias israéliens sont en faveur de la poursuite d'un conflit qu'ils jugent justifié. Le ton des trois grandes chaînes de télévision est quant à lui très sévère vis-à-vis de M. Netanyahu et de la manière dont la guerre est menée. Depuis le 7 octobre, il n'apparaît plus comme crédible pour défendre la population. Un autre des aspects médiatiques liés à la guerre est celui de la « *hasbara* », c'est-à-dire la préoccupation pour Israël de jouir d'une image positive dans le monde : ainsi, il existe un souci constant de justifier et de légitimer cette guerre dans les médias dominants.

Dans ce contexte, comment a été accueillie la déclaration du ministre de la Défense, Yoav Galant, le 16 janvier, annonçant la fin de la « phase intensive » de l'offensive dans le sud de l'enclave de Gaza ?

Les mesures pour diminuer l'intensité de la guerre à Gaza, sauf pour l'extrême droite, sont plutôt bien perçues dans l'opinion. Tous les matins, les Israéliens se réveillent avec les images des dernières victimes israéliennes de l'offensive, souvent de jeunes militaires, ce qui a un effet non négligeable sur la population. À ce sujet, et sur la question des otages, je pense que la société israélienne est à l'aube d'une contestation très profonde car elle ne comprend plus les objectifs. Cela ne veut pas dire que la guerre va se terminer demain : le gouvernement parle de poursuivre le conflit au moins jusqu'en 2025.

Vous dites que nous sommes peut-être à l'aube d'une contestation très profonde en Israël. Est-ce que le mécontentement qui traverse la société depuis la tentative de Benyamin Netanyahu de réformer le système judiciaire finit par être plus fort que son cabinet de guerre ?

Nous n'en sommes pas à ce point-là, mais on s'en approche, en particulier à cause de la question des otages. La société israélienne a l'impression que le gouvernement est en train de les abandonner à leur sort, ce qui renforce encore un peu plus l'impopularité de Benyamin Netanyahu. Comme la société israélienne, l'union sacrée se fissure. Il n'y a pas de perspective politique, et même si Israël porte des coups sévères au Hamas, l'offensive n'apparaît pas comme une victoire militaire. Les défaillances internes de l'armée, qui sont pour beaucoup liées aux fausses conceptions développées par Netanyahu sur le Hamas, finiront forcément par induire des conséquences politiques après la guerre. Dans ce contexte, il n'est pas impossible que le mouvement de contestation redéfinisse ses objectifs et se transforme peu à peu en une mobilisation pour la fin de la guerre.

Quelles nouvelles formes peut prendre la contestation, et quelles suites peut-on attendre dans les prochains mois ? Comment Israël va évoluer notamment face à la pression internationale ?

Il y a d'abord une suite économique, car la guerre a un coût très élevé qui commence déjà à se ressentir dans l'économie israélienne. Le gouvernement de coalition est divisé sur la question du budget, par exemple. Sur le plan politique, il n'est pas possible qu'après un tel échec, un tel désastre, les responsables n'en payent pas le prix d'une façon ou d'une autre. D'après moi, Netanyahu est fini. Golda Meir, qui avait fait moins d'erreurs au moment de la guerre du Kippour, en 1973, au moins avait remis sa démission. Il y a les germes d'une nouvelle donne politique en Israël. Ceux qui vont en tirer les bénéfices, ce n'est certainement pas la gauche, mais plutôt une droite plus modérée comme celle proposée par Benny Gantz. Ce courant est plus sensible aux pressions américaines et à la situation internationale, et critique une guerre qui n'a « aucun objectif politique ». Mais sur le dossier palestinien, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle ne présente pas une alternative claire. ●

Comment expliquer ce mutisme quasi général à propos de la situation à Gaza ?

Depuis des années, il y a une déshumanisation croissante des Palestiniens au sein d'Israël à cause de l'occupation et des réactions qu'elle engendre, notamment les actes de terrorisme. C'est un grand classique : on déshumanise celui qui est perçu comme l'ennemi. Les atrocités perpétrées par le Hamas le 7 octobre et le fait que ce dernier soit soutenu par une très grande partie de la population palestinienne n'ont fait qu'accentuer ce processus. Et puis les pays en guerre n'ont jamais eu intérêt à diffuser des images de destructions. Ce qui a fait bouger les Américains au Vietnam, ce sont avant tout les pertes de jeunes soldats, et non les bombardements massifs au Nord-Vietnam.

Le gouvernement israélien s'oppose sur la stratégie militaire et sur les conditions de l'après-guerre. Le courant du suprémacisme sioniste incarné par Bezalel Smotrich veut par exemple réimplanter des colonies à Gaza : Netanyahu est-il dépassé par sa droite ?

Netanyahu est en même temps complice et otage. Il assume de mener une politique guerrière mais n'est pas fou au point de vouloir réinvestir Gaza, ce qui conduirait à une occupation militaire et à une implantation de nouveaux colons qui auraient des effets catastrophiques. En réalité, l'extrême droite du sionisme religieux tente d'imposer ses vues annexionnistes en jouant sur la rupture qui existe entre Netanyahu et l'armée, qui se renvoient la balle sur la responsabilité des défaillances lors du 7 octobre. La stratégie militaire continue aussi de poser question : le mardi 16 janvier, une vingtaine de roquettes ont été tirées depuis des quartiers en principe contrôlés par Israël. Les droites se fissurent sur une stratégie militaire contradictoire : occuper le terrain est une folie, mais comment parvenir à l'objectif de destruction du Hamas sans passer par là ? C'est sur ces points que tente de s'engouffrer l'extrême droite. Pour ma part, je n'y crois absolument pas. Il n'y a pas une part dominante de l'opinion qui souhaite qu'Israël colonise de nouveau Gaza, au contraire.

Manifestation contre le gouvernement et réclamant la tenue d'élections à Tel-Aviv, le 13 janvier.

1/ Le Hamas a enlevé 242 Israéliens lors de son attaque du 7 octobre. Selon les derniers décomptes, 121 otages ont été libérés (dont 110 à la suite de la trêve conclue du 24 novembre au 1^{er} décembre 2023), 136 sont toujours retenus dans l'enclave, et au moins 25 présumés morts.